

Au plan national la campagne
État d'urgence planétaire :
votons pour

une France solidaire !
est lancée à l'initiative du CRID
et de Coordination Sud.

Cette campagne d'opinion est
celle dont le CCFD souhaite
faire son axe de mobilisation
pour cette année 2006-2007.

Il est donc important de prendre
le temps de mesurer en Bureau,
en Assemblée diocésaine,
comment celle-ci va être relayée
dans notre diocèse,
d'identifier la ou les thématiques
que nous souhaitons privilégier,
les bénévoles et/ou Équipes locales
à mettre dans le coup.

Il faut souligner aussi
que cette campagne est portée
par les organisations membres
du CRID et de Sud.

Localement, il est donc tout à fait
possible, voire souhaitable,
que le CCFD travaille en lien
avec les autres associations.
Nous pourrions donc proposer
aux associations engagées
sur les trois thèmes
que nous mettons en avant,
de constituer un collectif temporaire
de campagne. Nous serons ainsi à
même de donner plus d'ampleur
aux animations que nous proposerons
et notre légitimité, lors des rencontres
avec les candidats,
s'en trouvera renforcée.

À noter

Le collectif national « État d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire » agit pour sensibiliser les partis politiques aux problématiques de la solidarité internationale depuis le mois de février 2006. Pour cela il a rédigé une série de fiches de revendications que vous pouvez consulter sur le site www.crid.asso.fr
Nous vous invitons à participer à la phase locale de cette campagne.

Animer la campagne d'opinion Élections 2007 au sein des délégations diocésaines

« Qu'attendez-vous de nous dans le cadre de cette campagne d'opinion ? »
Cette campagne d'opinion est une invitation à agir dans trois directions :

1. Faire vivre des temps forts d'éducation au développement

« Commerce international et politique agricole », « Migrations » et « Aide publique au développement, relations France/Afrique » sont les trois thèmes dont le CCFD s'est emparé parmi les neuf proposés dans la campagne nationale.

Auprès du grand public, quel que soit son âge, notre première responsabilité est de proposer des animations porteuses de sens et de valeurs. Informer, faire prendre conscience des causes de la pauvreté et du non-développement, inviter aux changements de comportement seront donc au cœur de nos préoccupations. Il s'agit bien au final d'impliquer les citoyens pour qu'ils contribuent à changer la société. Pour vous aider, voir fiche « Faire vivre des temps forts d'éducation au développement - deux animations types »

2. Conduire des actions de lobby

Lors des élections 2007, nous désignerons notamment nos députés. Nos élus auront la responsabilité de proposer et voter les lois qui détermineront la politique de notre pays notamment en matière de solidarité internationale. Il est donc crucial de les sensibiliser aux problématiques que nous développons, de présenter nos analyses et propositions. Pour autant, rencontrer les candidats aux législatives n'est pas si simple et nous demandera un peu de discernement... et de formation ! Pour vous aider, reportez-vous à la fiche « Conduire des actions de lobby... oui mais pas n'importe comment ! »

3. Communiquer par la presse locale et régionale

Que ce soit pour inviter à une animation dans le cadre de la campagne ou pour mettre en valeur nos analyses et nos propositions sur les politiques de solidarité internationale, communiquer auprès de la presse locale et régionale est une nécessité. Cela permet en plus de renforcer la notoriété du CCFD au niveau local et régional. Pour vous aider, voir « Communiquer par la presse... une action symbolique type ! »

1. Faire vivre des temps forts d'éducation au développement

Deux animations types

Une animation de carême : Votons pour une France solidaire !

La campagne « État d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! » peut tout à fait être articulée avec une animation de carême.

Dans ce cas nous vous faisons plusieurs propositions :

- présenter la campagne à partir du thème retenu pour l'animation. Attention à bien veiller à l'articulation entre le contenu prévu pour l'animation, l'intervention du partenaire le cas échéant, et l'angle de présentation de la campagne,

- inviter, en fin d'animation, le public à devenir acteur de solidarité internationale en signant une lettre à l'attention des candidats aux élections législatives de leur circonscription. Cette lettre reprendra les revendications portées dans le cadre de la campagne et sera à glisser dans une urne. (Voir l'exemple de lettre type)

Nous proposons que les participants fassent un geste symbolique en glissant leur lettre dans une urne et en exprimant ainsi leur désir de voter pour des candidats qui s'engagent pour une France solidaire.

Le débat citoyen

Le principe du débat citoyen est très simple. Il s'agit de rassembler du public pour échanger avec lui sur les politiques publiques nationales dans lesquelles se joue la solidarité internationale. Pour ce débat, vous pouvez choisir un thème ou plusieurs en fonction de vos envies, de vos capacités locales.

Il sera nécessaire de prévoir une intervention d'introduction posant le cadre de la rencontre. De même un ou plusieurs intervenants pourront venir éclairer le public sur le(s) thème(s) retenus. Il faudra aussi penser à un animateur. Un temps d'échange conséquent avec les participants sera privilégié.

Nous vous invitons à construire, si vous le souhaitez, des débats contradictoires en invitant un ou des candidats à l'élection législative. Dans ce cas l'animateur veillera à leur donner un temps de parole équitablement réparti.

Pour clore le débat, vous pouvez tout à fait prévoir de reprendre le geste symbolique décrit ci-dessus et faire voter les participants au débat dans une urne prévue à cet effet.

Nous vous proposons de réfléchir à ce type de débat non pas seul mais en partenariat avec les organisations de solidarité internationale légitimes pour intervenir sur ces sujets.

Proposition de déroulement. Durée de l'animation : 2 heures

1. Accueil par l'animateur
2. Introduction pour présenter le contexte des élections et la campagne « État d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! ». 10 minutes
3. Prise de parole par le(s) intervenant(s) qui présentent le contexte et les revendications de la campagne. 20 minutes
4. Intervention du ou des candidat(s) aux législatives. 30 minutes
5. Échange avec le public. 45 minutes

2. Conduire des actions de lobby... oui mais pas n'importe comment !

Avec cette campagne nous vous proposons d'interpeller localement les candidats aux élections législatives. Interpeller, c'est-à-dire demander un rendez-vous afin de les rencontrer et d'échanger avec eux sur les revendications que nous portons. Encore une fois nous vous suggérons de le faire avec d'autres organisations de solidarité.

Un temps de préparation est nécessaire

Afin que la rencontre avec le candidat soit fructueuse nous vous proposons de réfléchir à partir des questions suivantes :

- quel candidat voulons-nous rencontrer ? Quelles sont ses compétences en termes de solidarité internationale ?
- quels sujets et thèmes voulons-nous aborder avec lui (elle) ?
- qui est susceptible de bien maîtriser ces sujets ?
- quelles revendications et quels arguments allons-nous avancer ?

Quelques points d'attention :

- Il est raisonnable de se préparer pour une rencontre de 45 minutes à 1 heure environ.
- Lors de chaque rencontre nous vous invitons à remettre les « Fiches de revendication » rédigées par le collectif porteur de la campagne.

- Pour contacter les candidats vous pouvez prendre contact avec leur permanence sur votre ville s'il en existe une, ou contacter la fédération départementale du parti politique.

- Il est nécessaire de prendre le temps de lire les bilans des rencontres avec les partis politiques au niveau national.

Ces documents seront disponibles début décembre sur : www.crid.asso.fr ou www.ccfid.asso.fr

Bien sûr, cette action de lobby nécessite aussi de bien prendre le temps de s'approprier les documents de la campagne. Elle cherchera à s'articuler avec les propositions d'animation que nous mettrons en place au sein de notre délégation diocésaine.

Le délégué national en région sera à même de vous mettre en rapport avec les salariés du siège qui travaillent sur les thèmes retenus si vous avez des questions.

Une fois la rencontre passée, merci de faire un court bilan et de l'adresser au CCFD à l'attention de Pascal Vincens ou par e-mail : p.vincens@ccfd.asso.fr

3. Communiquer par la presse. Une action symbolique type

Pour donner de l'ampleur à la campagne nous vous proposons de communiquer auprès de la presse locale et régionale. Pour cela, nous vous suggérons deux pistes :

1. Adresser le dossier de presse de la campagne à vos contacts presse en leur précisant les animations prévues et en les y invitant, particulièrement au débat citoyen si vous faites le choix d'y inviter quelques candidats aux élections législatives.

2. Organiser un petit événement de rue. Pour cela nous vous proposons de choisir un ou plusieurs thèmes et de proposer aux passants de signer la lettre type destinée aux candidats aux législatives et de la déposer dans une urne.

Cet événement symbolique sera aussi l'occasion d'une prise de parole publique rappelant nos revendications, notre engagement pour une France soucieuse de solidarité internationale.

Exemple de lettre type

Madame ou Monsieur X
+ Adresse

À l'attention de Madame ou Monsieur Y, candidat aux élections législatives

Madame (Monsieur),

Vous êtes candidats aux élections législatives du (date) prochain. Comme citoyen, je serais amené à choisir le candidat que je souhaite voir demain définir et voter les politiques publiques nationales. Ces politiques détermineront le rôle que la France entend jouer dans le domaine de la solidarité internationale auquel je suis particulièrement sensible.

Ainsi je souhaiterais que vous vous engagiez clairement :

- Pour une politique d'immigration respectueuse des droits de migrants :
 - en inscrivant dans la loi un socle intangible qui garantisse le droit des migrants
 - en créant une citoyenneté de résidence
 - en mettant la politique migratoire au service des objectifs de développement.
- Pour une politique de financement du développement et une politique africaine qui lutte réellement contre la pauvreté et pour la démocratie :
 - en faisant de la solidarité internationale une véritable priorité budgétaire
 - en faisant la promotion de la démocratie et en inscrivant la politique de coopération avec l'Afrique à l'échelon européen
 - en annulant la dette des pays du Sud
 - en améliorant la transparence et le contrôle parlementaire sur la politique étrangère.
- Pour une politique agricole française et européenne qui soit une arme contre la pauvreté :
 - en faisant du soutien à l'agriculture familiale une priorité
 - en défendant le droit à la protection des marchés
 - en exerçant un contrôle plus strict sur les entreprises agroalimentaires.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire en mes sentiments les meilleurs.

Signature